

REUNION DE COORDINATION UNHCR NIAMEY DU

05/10/2012

Ayerou

- La situation sécuritaire est calme mais la vigilance est de mise. Tous les déplacements doivent se faire sous escorte.
- Une distribution de ration pour les malnutris a débuté le 29 septembre et continu à cette date.
- Les activités d'approvisionnement en eau potable et l'hygiène assainissement continuent normalement sur le camp.
- Les cours n'ont pas débuté sur le camp et Plan Niger est en discussion avec les autorités compétentes pour la création d'une école sur le camp.
- Mise en place en cours d'un espace amis des enfants. Le site est définis est doté en jouets.
- L'enregistrement des naissances à cette date 20 cas ont été recensés et transmis pour l'établissement des actes de naissance.
- Des problèmes des personnes ayant perdu leurs actes de naissances et autres pièces d'identité. Plan Niger demande au HCR un appuie pour trouver des solutions à ces personnes. Le HCR fera un plaidoyer au niveau du gouvernement pour régulariser la situation administrative de ces personnes.
- Islamic Relief annonce une distribution de foyer amélioré sur le camp de Ayorou à partir du 10/10/2012. Le HCR travail sur une solution pour l'accès a l'énergie.
- Plan Niger a posé la question sur la relocalisation du camp de Ayorou. A cette date le HCR ne dispose pas d'informations sur quand la relocalisation mais promet de partager toutes nouvelles informations avec les partenaires.

Mangaïzé

- La situation sécuritaire est calme. On ne note pas d'incident majeur. D'autre part la mise en place d'un peloton de sécurité est en cours.
- Non enregistrement des naissances et décès. On note aussi des pertes de cartes de ration et certaines sont illisibles. Le camp a enregistré une naissance, zéro décès et un mariage.
- Une fille de 14 an en ceinte et 4 enfants séparés mais accompagnés ont été identifiés sur le camp.
- Dépistage de malnutrition par MSF sur 238 enfants. 10 cas recensés dont 7 sévères et 3 modérés.
- Admission de 17 cas de malnutrition dont 2 sévères pris en charge au niveau du CRENAS et 15 modérés pris en charge au niveau du CRENAM de Mangaize par KADIA.
- 9 accouchements assistés et 7PF ont été enregistrés. On note l'indisponibilité de Kit PEP.

- Poursuite des évacuations par IRW grâce aux ressources du HCR. 29 évacuations dont 25 du camp vers le CSI de Mangaizé, 3 vers le site d'isolement et 1 à Ouallam.
- 3 cas suspects de cholera ont été identifiés.
- Poursuite du water tracking pour le ravitaillement des bladers. Cependant on note une forte teneur en fer de l'eau.
- Insuffisance des douches et Latrines sur le camp. A cette date le camp compte 46 latrines et 50 douches pour une population estimée à 5230 individus soit 113 personnes pour une latrine et 104 personnes pour une douche.
- Installation de 20 poubelles d'incinération par MSF CH.
- Aujourd'hui la population scolarisable est estimée à 682 enfants dont 350 filles et 332 garçons. Mais la capacité d'accueil de l'école de Mangaizé est limitée avec une insuffisance de staff enseignant, de fourniture, de manuels et de table bancs. D'autre part on note dans certains cas l'absence de papiers d'états civils des enfants.
- Retard dans la distribution des vivres aux nouveaux arrivés prévu chaque 30 du mois et aussi dans la distribution générale prévue tous les 15 du mois.
- Sur le plan de l'environnement poursuite de l'opération de plantation d'arbre au niveau du camp (177 plants).

Abala

- Une réunion autour du préfet a toutefois souligné l'inquiétude, avec le tarissement des mares autour d'Abala, sur le monitoring des déplacements « in/out » du camp.
- Deux agents de la CNE ont été installés mais leur équipement (tables, chaises, laptot...) n'avait pas été anticipé par les équipes d'ACTED.
- Réunion « sécurité » entre partenaires du camp : en raison de l'irrégularité des meetings, il a été demandé à chaque structure de nommer non seulement un point focal (sécurité), mais également un adjoint.
- L'interdiction des déplacements en moto se heurte à la base « légale » sur laquelle la faire appliquer, ce qui nécessite l'adoption d'un règlement intérieur (proposition ACTED de mai 2012)
- Les problèmes de sécurité routière relancent le besoin de procéder à une délimitation claire du camp et de ces axes de communication (modèle Mangaize avec arbres)
- ACTED doit faire respecter la procédure selon laquelle les partenaires sur le camp doivent respecter la procédure d'envoi de leur accord avec HCR ou UNICEF pour exercer leur activité sur le camp. Cet accord est ensuite transmis au HCR, mais il permet au Camp Manager d'être informé du cahier de charge du partenaire.
Proposition d'une fouille spontanée sur le camp pour rassurer les populations sur la circulation éventuelle d'armes à feu
- La validation d'un plan d'ensemble est en cours pour procéder aux constructions diverses des partenaires et s'entendre sur les espaces alloués. Quatre bureaux additionnels demandent également à être construits (CNE, Communication room, partenaires).
ACTED propose que la question du budget afférant aux divers comités soit traitée de façon globale / harmonisée pour l'ensemble des camps. A ce titre, le

désintéressement des membres des comités s'élève à 3700 F CFA par mois et par personne, soit deux kilos de sucre et deux sachets de thés distribués à chaque membre du comité pour un mois de présence aux réunions.

- ACTED procède actuellement au recensement des tentes (état et occupation réelle) et à leur numérotation, après la saison des pluies. L'équipe mobilisée a déjà accompli le travail dans 2 quartiers sur 4, permettant de récupérer plus d'une quinzaine de tentes inoccupées.
- Abri d'urgence : 521 Abris d'urgence construits sur les 840 prévus ; le travail devrait s'achever dans les 15 jours. Les délais s'expliquent par la progressivité de la mise à disposition du matériel de construction, afin d'éviter toute revente ou détournement, mais aussi par la limitation du nombre de formatrices expérimentées et dédiées à ce projet.
- Abris transitoires : ACTED procèdera à la construction des prototypes dans le quartier où les plus vulnérables sont majoritaires. Une enquête (disponible) a été menée auprès d'environ 70 réfugiés de tous âges, ethnies, sexe, etc. afin de constater le niveau d'adhésion à la stratégie d'abris transitoire. On peut en conclure que les ménages interviewés adhèrent en majorité au projet de construction des abris transitoires, mais environ 30% des ménages (particulièrement ceux ne disposant pas de bras valides ou dont le chef de ménage est soit une femme avec des enfants en charge ou une personne âgée avec des enfants en charge – les ménages vulnérables) ne s'y retrouvent pas. De ce fait des animations pour une mobilisation communautaire autour de la stratégie « abris transitoires » seront menées dans le camp.

UNHCR en attente d'une réponse de Genève sur la possibilité pour Abala de bénéficier d'un stock de contingence de 497 tentes Shelterbox.

- consommation d'eau potable : entre vendredi 28/09 et le jeudi 4/10, elle s'est située à 697m3 soit m3/ jour en moyenne 99,6 m3 /jour.
- Les robinets des 15 bornes fontaines du réseau sont ouverts tous les jours de 6h à 19h30 et les réfugiés s'approvisionnent à volonté. Les animaux du camp s'abreuvent toujours au niveau des mares aux alentours du camp. Aussi, la population d'Abala, les FDS et les autorités continuent de s'approvisionner au camp grâce aux bladders réservés à cet effet, à proximité du château d'eau.
- La situation des blocs latrines demeure très préoccupante, avec un nombre de latrines fonctionnelles dérisoires (Quartier 1 : 4 Blocs Latrines, Q2 : 3BL, Q3 : 4BL, Q4 : 15BL)

ACTED continue la désinfection et le décommissionnement des latrines en attendant que le partenaire « Assainissement », Oxfam, soit opérationnel

- Les gaps identifiés se situent au niveau du transport de malades, de la disponibilité des médicaments pour les maladies chroniques, la sensibilisation et la prise en charge de la malnutrition.
- On constate une tendance à la baisse pour la prévalence du paludisme.
- Une plateforme HCR-ACTED-CADEV-IR-HELP a été constituée pour le travail de suivi des enfants séparés.
- Afin d'augmenter le nombre de consultations prénatales et en appui à MSF, ACTED a développé une stratégie (recensement & suivi des femmes enceintes et allaitantes) qui implique les matrones en activité sur le camp. Ces dernières

constituent autant un vecteur de changement de comportement qu'un frein à la fréquentation du CSI, si leur activité illégale d'accoucheuse-conseil devait perdurer. Les inclure dans le dispositif de sensibilisation pouvait s'avérer efficace, avec une forme de gratification à déterminer, afin surtout de palier en partie au manque à gagner de leur profession néfaste pour la santé reproductive. A cet égard, des discussions avec le HCR devront se poursuivre.

- L'absence du point focal de la CRN n'a pas permis de partager les informations ni d'anticiper l'imminente distribution de vivres.
- La possibilité de procéder à un PDM et FBM sur le camp doit encore être discutée avec UNHCR.
- NFI : ACTED a procédé à une enquête auprès de 300 ménages pour rendre compte de l'état des dégradations potentiel des NFI, après plus de 7 mois d'usage sur le camp et de permettre ensuite d'anticiper sur les besoins futurs.
- Foyers améliorés la distribution s'est achevée dans les communautés hôtes (7 villages), excepté Abala ville, et sur le camp

Tillia

- La situation sécuritaire est calme. Mais la vigilance doit être de mise et tout déplacement dans la zone doit être sous escorte et signalés aux autorités de la zone.
- La distribution des vivres sur la base des cartes HCR a eu lieu et une distribution de savon est prévue.
- Une enquête est en cours pour clarifier la question des cas de doublon de carte.
- AKARASS demande l'appui du HCR pour clarifier la gestion des bornes fontaines. Le HCR promet de traiter cette question avec l'UNICEF.
- Renforcement des équipes d'enregistrement, un hangar mobile a été préconisé compte tenu du fait que la question de la relocalisation n'est pas clarifiée. Le HCR demande de voir avec le spécialiste la question du hangar mobile.
- L'ONG Relief International a reçu un financement BPRM pour la mise en place d'un projet en faveur des réfugiés de la zone de Tahoua à travers AKARASS. Ce projet comprend la construction de 1 508 abris à base de matériaux locaux, la construction d'une clinique (Bloquer par la question de la relocalisation), l'approvisionnement en produits pharmaceutiques (1 000 kits d'hygiène pour ce trimestre) et l'élevage de petits ruminants (300 femmes pour teste)

Communiqué

La réunion a entendu un communiqué sur l'opération d'enregistrement niveau 2 qui prévu pour débiter au début du mois de Novembre. Pour l'heure les préparatifs sont en cours. Des réunions sont prévues avec tous les acteurs.